



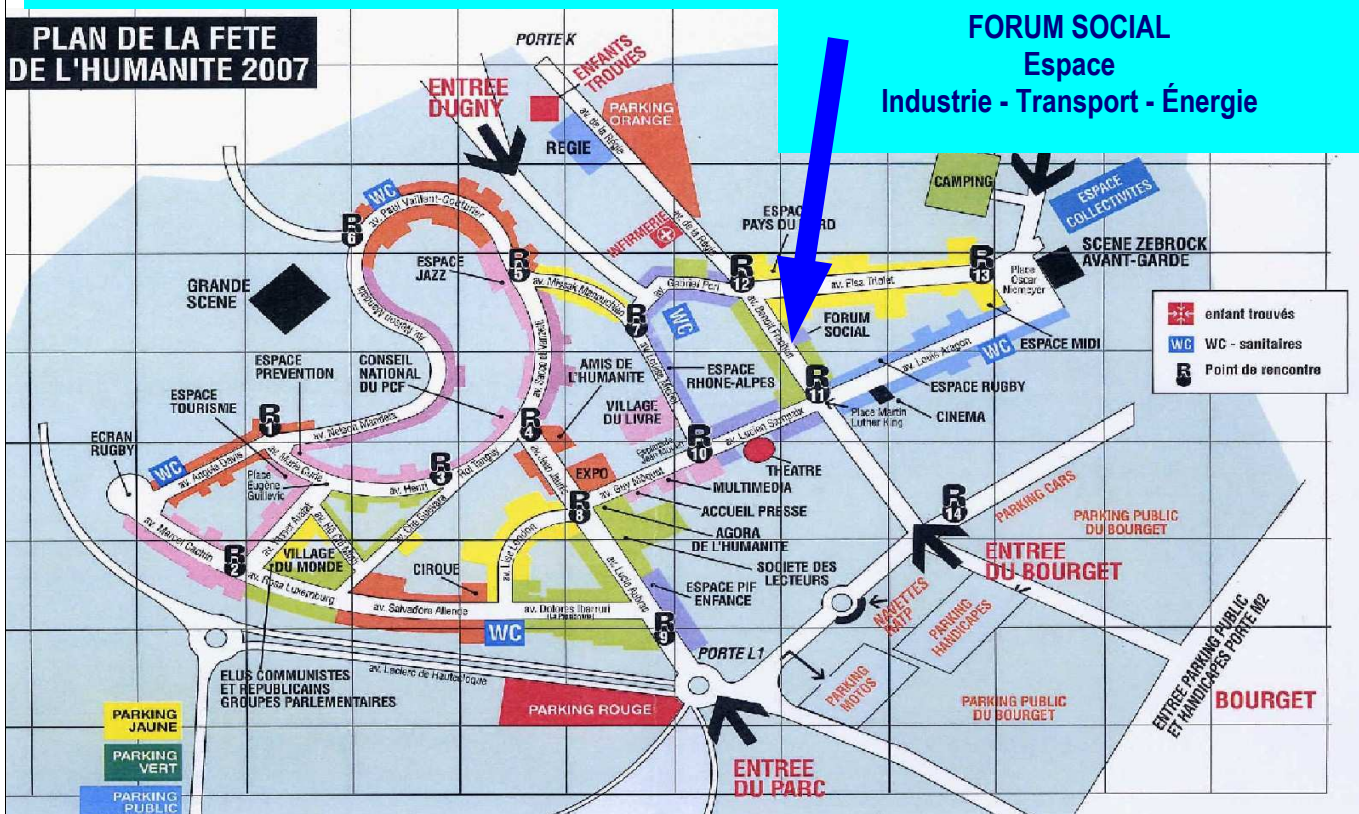
**Impulsion des luttes, sécurisation de l'emploi et de la formation, pouvoir des salariés, des citoyens, autre utilisation du crédit... comprendre, agir...**

## La Lettre du RAPSE inaugure son stand À la fête de l'Humanité Vendredi 14 septembre à 17 heures



Avec André Chassaigne député, président de l'ANECR,  
Des élus, des syndicalistes,  
des militants et des dirigeants du PCF

### PLAN DE LA FETE DE L'HUMANITE 2007



### Sommaire

- ✓ Ça bouge ..... page 2
- ✓ Contre la délocalisation d'un centre de santé, salariés et population dans l'action ..... page 4-5-6
- ✓ Le livre « Migration et mondialisation » ..... page 6

# Ça bouge !

ERIC CORBEAUX

Secrétaire départemental Fédération Nord du PCF  
Membre de l'Exécutif National

Nous explique ce qui a conduit le PCF et ses  
Élus à organiser une marche sur la capitale  
pour l'emploi

## « L'emploi d'abord »! La marche pour l'emploi vers l'Élysée des chômeurs et des précaires avec les parlementaires communistes Du 24 au 27 octobre 2007.

**A** 3 mois du congrès extraordinaire et après l'échec de l'élection présidentielle, **comment être utile pour rassembler face à la déferlante libérale et comment reconstruire un parti révolutionnaire dans la société d'aujourd'hui en portant l'ambition de résister et de mettre les gens en mouvement?**

### Lier réflexions et actions...

On ne règlera pas les questions posées au congrès sans lier réflexions et actions, sans continuer à mener la bataille politique et idéologique sur le terrain, avec notre peuple.

Notre Parti retrouvera des forces avant tout dans les entreprises et les quartiers populaires en affirmant une identité sociale d'actions.

Attention à ne pas s'enfermer ces prochaines semaines dans des débats en vase clos, coupés des réalités, donc de notre peuple.

Les mois de discussions dans les comités antilibéraux pour construire une candidature unitaire avec un petit millier de personnes, outre qu'elles aient échoué, ont été autant d'énergie dépensée

qui nous ont coupé incidemment de millions de personnes, des ouvriers et des quartiers populaires.

Comment, dès lors, organiser une riposte solide sans donner la priorité à notre activité sur le terrain de l'entreprise et à notre combat idéologique sur le thème du travail face à Nicolas Sarkozy dont 71% d'ouvriers se disaient satisfaits à la fin de l'été?

Les choix d'intervention de notre Parti sont multiples, en cette rentrée, face à une droite décomplexée et à une bourgeoisie qui s'est organisée depuis la victoire du NON au référendum. Il faut résister et être présent sur toutes les questions sociales et politiques: la vie chère, les franchises médicales, le projet de flexicurité, le mini traité européen

### Une grande manifestation populaire...

Pour faire reculer le désarroi qui frappe notre peuple et prendre la tête de l'opposition à la droite et au MEDEF, la Fédération du Nord et ses parlementaires ont décidé en priorité dans cette rentrée, de donner un signe fort de contre-offensive en organisant une grande manifestation populaire,

**une marche pour l'emploi qui démar-  
rera de Lille le 24 octobre pour arriver  
à Paris le 27, en passant par Lens,  
Saint Quentin, Compiègne, Champi-  
gny, Bobigny et l'Élysée.**

Riches du travail militant exceptionnel des cam-  
pagnes électorales et des propositions que nous  
avons portées notamment la sécurisation de l'em-  
ploi et de la formation, nous pensons que nous  
sommes les seuls à pouvoir porter efficacement  
cette mobilisation après la débandade à gauche  
et les différentes déclarations de dirigeants socia-  
listes, qui, parce qu'ils n'osent pas répondre à  
l'exigence de moyens financiers et de pouvoir  
pour les travailleurs, remettent en cause les 35h  
ou le SMIC à 1500 euros, après le 21 avril. Nous  
pouvons avec un parti fort de 7 000 adhérents et  
d'un millier d'Élus gagner en visibilité et en autori-  
té politique sur cette question prioritaire dans no-  
tre région.

**L'emploi reste la première préoccu-  
pation...**

En effet, 6 mois après les élections présidentiel-  
les et législatives, l'emploi reste la principale pré-  
occupation des Français.

Pour les 4 millions de personnes sans activité,  
pour les jeunes diplômés qui sortent des universi-  
tés de Lille, Lens Arras, Valenciennes, le slogan  
« travailler plus pour gagner plus » se heurte à  
une dure réalité: il faut d'abord avoir un travail  
pour envisager de faire des heures supplémentai-  
res. Et le gouvernement vient même d'annoncer  
le plus grand plan social de ces 20 dernières an-  
nées en supprimant 23 000 postes de fonctionnai-  
res.

Aussi, pour les 250 000 chômeurs de notre ré-  
gion, pour les jeunes étudiants qui arrivent sur le  
marché du travail, la première préoccupation est  
d'abord de travailler pour pouvoir gagner sa vie  
décentement. Un taux de chômage plus élevé que  
la moyenne nationale, les délocalisations qui s'ac-  
célèrent, une concurrence accrue entre les sala-  
riés d'Europe et du Monde, voilà la situation so-  
ciale dans notre pays et dans notre région. Le  
Nord-Pas-de-Calais compte 4 millions d'habitants,  
autant que certain pays d'Europe, comme l'Ir-  
lande. Avec un habitant sur deux de moins de 25  
ans, c'est aussi la région la plus jeune de France.

C'est dans cet esprit que les Députés et Sé-  
nateurs communistes du Nord-Pas-de-  
Calais ont décidé de « marcher » sur Paris  
pour se rendre à l'Élysée afin d'y déposer  
10 000 CV avec 200 demandeurs d'emploi  
de leur circonscription, - « porte parole »  
des chômeurs de la région - et symbolisant  
chacun la difficulté à trouver du travail dans  
de nombreuses filières.

Pour Alain BOCQUET, Député et Maire de Saint  
Amand les Eaux, il s'agit « de mettre le Président  
de la République au pied du mur. Nicolas Sarkozy  
répète qu'il faut travailler plus pour gagner plus.  
Les privés d'emploi veulent bien travailler plus  
mais ils réclament d'abord du boulot! ».

La mise à l'initiative des communistes, l'investis-  
sment de nos candidats aux élections municipa-  
les et cantonales sur leur territoire, la construction  
populaire du rassemblement en visant notre base  
sociale - les couches populaires, la classe ou-  
vrière et les couches moyennes salariées - ne  
sont-ils pas des leviers pour rebondir tout de suite  
et se reconstruire demain?

## Contre la délocalisation d'un centre de santé, Salariés et population dans l'action.

**D**epuis le début juillet, les salariés du centre Centre Bouffard-Vercelli, Centre de rééducation fonctionnelle du Cap Peyrefite à Cerbère (Pyrénées-Orientales), soutenus par la population des communes de Cerbère et Banyuls sur Mer et du Canton de la Côte Vermeille, mènent l'action contre une décision de délocalisation du Centre prise par son Conseil d'Administration le 30 juin dernier.

Réunions à Banyuls et à Cerbère, manifestation de 400 personnes à Banyuls le 13 juillet, barrage filtrant le 16 août sur la route du bord de mer qui mène de Perpignan à l'Espagne, rencontre le 20 juillet avec le directeur de l'ARH Languedoc-Roussillon, manifestation à Perpignan le 10 septembre pour rencontrer le Préfet, l'action se poursuit jusqu'à une nouvelle rencontre avec le directeur de l'ARH prévue pour le 21 septembre.

L'association qui s'est créée à cette occasion, qui place au centre de ses préoccupations l'intérêt des patients et le maintien de la qualité des soins,

se donne pour objectif **la défense des soins, de la santé et de l'emploi en Côte Vermeille, Albères, Vallespir** et s'adresse largement à l'ensemble de la population. Cette région, qui couvre à peu près la circonscription électorale de Céret, occupe en effet de nombreux établissements de soins, d'aides aux personnes, de maisons de retraite, qui constituent une part importante de l'emploi sur son territoire. A lui seul le canton de la Côte Vermeille (environ 15 000 habitants) compte 780 emplois dans le secteur de la santé et assimilés.

Si le centre de Peyrefite était délocalisé, compte tenu des orientations gouvernementales en termes de concentration de l'offre de soins, il est à craindre que l'exemple ne fasse tache d'huile. Des mesures analogues sont d'ailleurs en cours d'instruction pour le Centre Hélio-marin de Banyuls-sur-Mer qui a déjà subi une délocalisation partielle et dont le sort est en partie lié à celui de Peyrefite.

### Présentation du Centre

**Centre Bouffard-Vercelli , Centre de rééducation fonctionnelle  
Cap Peyrefite Cerbère**

#### Extrait du dossier de présentation du centre :

- ✓ *“ Le centre est géré par une association à but non lucratif, loi 1901, participant au service public hospitalier depuis le 3 novembre 1976.*
- ✓ *Il est agréé et conventionné par la Sécurité Sociale, la Mutualité Sociale Agricole, l'Aide Sociale et les principales mutuelles.*
- ✓ *La direction est assurée par un Directeur, et par un médecin chef d'établissement.*
- ✓ *Le Centre Bouffard-Vercelli Cerbère accueille en internat dans ses services 172 patients, dont 170 en hospitalisation complète et 2 en hospitalisation de jour, à partir de 14 ans.*
- ✓ *Aux portes de l'Espagne, un site et un climat exceptionnels ”.*

**Ce centre qui compte parmi les cinq lieux d'excellence dans son domaine ( comparable à ceux de Garches et de Berck) compte 237 emplois temps plein. 60% des salariés habitent le canton de la Côte Vermeille et 30% d'entre eux la commune de Cerbère.**

**Pionnier en la matière le Centre Bouffard-Vercelli propose depuis 1986 dans le cadre de la réadaptation de ses patients, une activité de plongée sous marine :**

*“ Cette activité qui reste un exemple unique en*

*matière de pratique handisportive, bénéficie de l'encadrement médical institutionnel et de l'encadrement technique de moniteurs bénévoles formés à la plongée pour handicapés. ” (Extrait d'une communication aux 23<sup>èmes</sup> Journées Internationales AIRR- AMIENS 22 & 23 Septembre 2005). Une émission d'Antenne 2 lui a été consacrée et l'a citée en exemple. Le médecin-directeur l'a fait largement valoir dans le monde entier à l'occasion des congrès médicaux auxquels il participe.*

La délocalisation préconisée, à supposer qu'elle

soit réellement suivie de la création d'un établissement à vocation comparable, aurait lieu quelque part à proximité d'une grosse agglomération,

en tout cas loin de la mer, et mettrait fin à cette activité jusqu'ici présentée comme un fleuron de l'activité du Centre.

## Un tract de la section du PCF

Participant largement aux actions menées contre la délocalisation du Centre, la section Albères - Côte Vermeille du Parti Communiste Français a diffusé en août le tract suivant :

### LE CENTRE DE REEDUCATION PEUT ET DOIT RESTER A PEYREFITTE

#### NOS CANTONS VEULENT VIVRE !

##### Une décision injuste et hypocrite

**D**epuis quelques semaines, le personnel du centre de rééducation fonctionnelle de Peyrefitte mène l'action contre la délocalisation du centre, décidée en mai par le Conseil d'Administration, c'est-à-dire moins de 10 personnes fonctionnant dans la plus parfaite opacité. C'est un coup de force !

Un collectif contre la délocalisation s'est constitué. Deux réunions et deux manifestations, dont l'une a rassemblé 400 personnes ont eu lieu à Banyuls et à Cerbère. La population de la Côte Vermeille s'inquiète. Les élus du canton, maires et conseillers généraux, sont aux côtés du collectif et ont défilé en tête des manifestations. Colette Tignères, conseillère régionale communiste, a déposé au Conseil Régional, au nom de son groupe, une motion contre la délocalisation qui a été adoptée à l'unanimité des votants.

##### Un premier acquis de l'action : les pouvoirs publics s'emparent du dossier

Le directeur de l'ARH (Agence Régionale d'Hospitalisation) est venu le 20 juillet à Peyrefitte et à Cerbère. A l'issue des entretiens qu'il a menés, il a déclaré au collectif que rien n'était encore fait, car il n'y a aucune proposition claire. Il a affirmé : " Il faut préserver le haut niveau de compétences acquis, " un des fleurons nationaux ", et travailler à des propositions tenant compte de l'évolution de la demande de soins ". Mais il a refusé de se prononcer sur la question du lieu où l'activité doit se poursuivre. Un rendez-vous est fixé en septembre.

##### Rien n'est joué, les semaines à venir seront déterminantes

Autrement dit, rien n'est fait, tout reste à faire. Pour que les pourparlers en cours et les choix nécessaires profitent au personnel et au canton, l'action doit se poursuivre et s'amplifier dans les semaines qui viennent. D'autant plus que l'absence de projet précis de la part de l'association gestionnaire peut faire craindre qu'il n'y ait derrière la décision une opération juteuse, assurément spéculative, en faveur d'investisseurs privés fortement intéressés par le site et par l'existence de locaux en parfait état de marche. Le mot d'ordre est clair. **Aucun lit ne doit partir du centre de Peyrefitte.**

##### La santé n'est pas une marchandise

Le cas de Peyrefitte n'est pas isolé. Les pouvoirs publics ferment et délocalisent les petites structures hospitalières en désertifiant les zones éloignées. Alors que l'on va nous infliger des franchises et réduire le remboursement des soins, les capitaux étrangers foncent sur les cliniques privées comme à Collioure, dans les cliniques de Perpignan de Toulouse et bien d'autres lieux.

La santé n'est pas une marchandise. La vie des personnes ne l'est pas plus et l'aménagement du territoire non plus. L'exemple de Peyrefitte montre ce que peut produire la gestion comptable de la santé, la recherche optimale de profit, avec son corollaire, la rentabilité. Ainsi les objectifs marchands se substituent à la qualité des soins et à l'intérêt de la population, ce qui est intolérable.

La politique libérale organise la mise en concurrence des territoires. Pour répondre aux besoins de progrès humain, une nouvelle politique d'aménagement du territoire, plus solidaire, doit être mise en œuvre. En milieu rural, le maintien des activités doit être soutenu : santé transports, viticulture, c'est le choix de la lutte contre les gaspillages, celui de **l'efficacité économique**, que, communistes, nous faisons. Nous soutenons les personnels, les usagers, mais aussi la population : tout le monde est concerné.

Isolés, soumis à l'arbitraire de patrons se comportant en véritables féodaux, les employés de Peyrefitte, en majorité des femmes, compétentes et courageuses, seraient sacrifiés sur l'autel de la rentabilité. Leurs intérêts sont les nôtres, c'est en soutenant leurs luttes, en leur apportant

toute notre solidarité et en faisant en sorte que l'issue en soit victorieuse, que non seulement, nous sauverons nos cantons de la mort lente qui les menace, mais que nous commencerons à les développer pour le plus grand bien de tous les habitants.

## LE TEMPS DES CERISES

6, av. Édouard-Vaillant 93500 Pantin

Tel : 01 49 42 99 11 - Fax : 01 49 42 99 68 - courriel : le-temps-des-cerises@wanadoo.fr  
comptoir parisien pour les libraires et leurs coursiers : 3, rue de Plaisance, 75014 Paris, métro Pernety

### Jean Magniadas

# Migrations et mondialisation

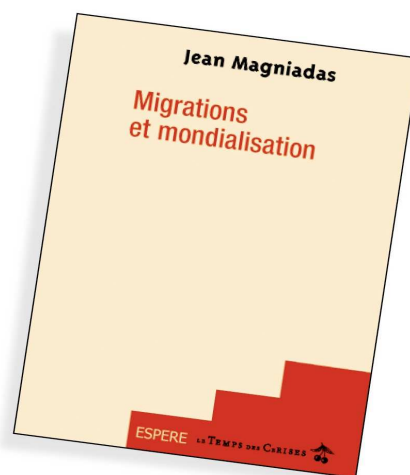
**M**ouvantes dans le temps et l'espace, les migrations internationales ne sont pas un phénomène nouveau, mais la mondialisation, la crise systémique du capitalisme leur ont conféré des traits neufs. Dans nombre de pays, depuis près d'une trentaine d'années des politiques autoritaires de contrôle, décourageantes et répressives ont été mises en œuvre, tandis que le principe même de l'émigration était l'objet d'affrontements idéologiques et que des campagnes réactionnaires, xénophobes, racistes étaient développées essentiellement par les partis de droite et d'extrême droite, qui, reprenant l'une des plus regrettables de leurs traditions, présentent, aujourd'hui, une fois encore, l'immigration comme le bouc émissaire responsable de la crise, du chômage de masse et de l'insécurité. Vieux pays d'immigration, la France n'est pas exemptée de ces maux.

Le présent ouvrage présente une analyse circonstanciée des enjeux mondiaux des migrations ainsi que de la politique de Sarkozy en matière d'immigration.

Jean Magniadas est économiste, militant syndical, ancien membre de la Commission exécutive de la CGT, ancien administrateur de l'INED et membre honoraire du Conseil économique et social.

Collection dirigée par Paul Boccarà  
et Catherine Mills

15 €



Ce livre peut être commandé  
à **Économie et Politique** :

2, Place du Colonel Fabien 75019 Paris  
(chèque à l'ordre d'**Économie et Politique**)

Prix : 15 € + 2 € frais de port